



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

17/01/2024

Santé au bord du gouffre. Derrière les effets d'annonces, pas d'embauches massives, ni de moyens supplémentaires ! Mobilisation pour une autre politique de santé.

Les services d'urgence sont au bord du gouffre.

Les témoignages sont terrifiants:

*Fin septembre, Lucas, 25 ans, est mort d'une septicémie après 10 heures d'agonie passées seul dans un couloir des urgences de Hyères.

*Début décembre un patient est décédé dans l'ambulance devant les urgences sans qu'on ne puisse le prendre en charge à temps, 6 heures d'attente et 50 brancards dans les couloirs

*Mardi 2 janvier une patiente s'est rendue aux urgences du CHU de Dijon, six heures d'attente sur un brancard au plein milieu d'un couloir.

*En avril, un homme est décédé au CHU de Grenoble après avoir attendu 3 jours sur un brancard, troisième décès dans ce service en quelques mois.

*Par manque de médecins, la plus grande maternité française, celle du CHU de Lille (Nord), a transféré ses mères et nourrissons vers d'autres hôpitaux de la région, voire de Belgique !

*À Nantes (Loire-Atlantique), décès d'une patiente dans la file d'attente aux urgences durant la nuit du 2 au 3 janvier. Cette nuit-là, à plusieurs heures d'intervalle, deux décès sont survenus.

C'est la réalité que vivent des milliers de patients français tous les jours.

C'est désormais le quotidien de nombreux patients de stagner jusqu'à 48 parfois sur des brancards, faute de lits, avec des conséquences parfois dramatiques ! Ce n'est là que la partie visible de l'iceberg⁽²⁾.

Dégradation « sans précédent » des urgences: +150 décès injustifiés!

Témoignages glaçants dans les coulisses des urgences. « Du jamais vu ! » Des services d'urgence ferment du jour au lendemain ! Des patients sont soignés tardivement, certains ont des séquelles et d'autres en meurent. C'est l'ensemble du système de santé qui est en train de s'effondrer.

Rien qu'entre décembre 2022 et janvier 2023, 150 personnes sont décédées en France à cause d'un défaut de prise en charge aux urgences !

Plus de la moitié des services d'urgences de France sont en situation de crise

Les urgences sont saturées, les personnels soignants sont débordés, et les moyens financiers diminuent toujours plus.

« Tout va très bien, Madame la Marquise... »

C'est ce que chantonne le nouveau premier ministre Attal .

Il rejette la crise de l'hôpital sur ses prédécesseurs et affirme vouloir changer la situation que ce soit pour la médecine de ville ou l'hôpital, qui dure depuis des décennies. Dans un tour de passe-passe Gabriel Attal promet 32 milliards d'euros pour la santé ?

D'où viennent-ils ces milliards supplémentaires dans le système de santé sur les cinq prochaines années. ?

Cet ancien ministre des Comptes publics, connaît sur le bout des doigts les astuces de présentation. Rien de nouveau, Juste de l'argent déjà annoncé et voté par le biais du 49.3 à l'Assemblée nationale en 2023⁽¹⁾...

Des questions qui méritent plus qu'un tour de passe-passe budgétaire.

Le nouveau gouvernement a choisi de supprimer le ministère de la santé pour le noyer dans un super-ministère du social et du travail. *Alors que l'hôpital public brûle.*

En plein état de crise en août dernier, le ministre de la Santé Aurélien Rousseau, avait aussi minimisé la gravité de la situation : « *L'hôpital a fait face, l'hôpital fera face* ». Aurélien Rousseau, reconnaissait dans une interview : « *Je pense que l'on va arriver à régler une partie des sujets, à rouvrir des blocs et des lits, je suis certain que l'on va améliorer la situation des urgences engorgées. Il faut que le 15 devienne une plateforme de régulation qui puisse vous renvoyer vers un médecin de ville.* » !

Une politique qui poursuit l'asphyxie de l'hôpital public.

*Plus de la moitié des 680 structures d'urgence seraient en situation de crise (quasiment tous les départements sont concernés !)

*163 services d'urgence et 166 SMUR ont fermé au moins une fois durant les mois d'été. Certains ont même fermé parfois définitivement.

*157 services d'urgence ont aussi signalé la fermeture d'au moins une ligne médicale cette année, faute de personnel.

*Selon la Fédération hospitalière de France (FHF), 41 % des établissements ont vu une dégradation de leurs services d'urgence en 2023 par rapport à 2022, et 52 % ont signalé une détérioration de l'accès aux lits d'hospitalisation en un an.

*Les délais d'attente sont souvent interminables, mettant en péril la sécurité des patients et la qualité des soins, tout en épuisant les équipes soignantes.

Les problèmes ne sont pas nouveaux.

Actuellement, il manque 60.000 infirmières pour combler les postes vacants !

Fermetures de lits et de services, pénurie de médecins et de personnels, diminution des capacités d'accueil, soignants au bout du rouleau, burn-out, démissions en masse...« *On rattrape des décennies de sous-investissement et évidemment qu'il faut plusieurs années pour que ça se ressente jusqu'à l'aide-soignant, au médecin qui est ici, à l'hôpital* », a souligné le Premier ministre. Minable en 2012 il était dans le cabinet de la ministre PS de Marisol Touraine pendant 5 ans ! En choisissant les urgences du CHU de Dijon avec Attal pour sa première sortie sur le terrain, Catherine Vautrin a souligné pour sa part avoir « *voulu rendre hommage à celles et ceux qui sont mobilisés pour assurer cet accueil des urgences à tous les âges de la vie (...)* »

*Déjà en 2003, certains s'inquiétaient auprès du ministre de la Santé d'une situation « extrêmement préoccupante », évoquant des équipes épuisées et des attentes prolongées de patients dans les couloirs. Mais les actions concrètes pour inverser la tendance ont été inexistantes ! Une vague de chaleur de grande intensité touchait l'Europe. 15.000 personnes vont mourir au cours de cette période mettant en cause le ministre de la Santé Jean-François Mattéi...

*Une étude menée par la *Fédération hospitalière de France*, plus de 12.000 infirmiers et aides-soignants seraient partis rien qu'en 2020 !

*Plus récemment, en août 2023, une étude de la DREES a montré qu'à peine la moitié des infirmières exerceraient encore à l'hôpital après 10 ans de carrière... alors que le nombre de consultations auraient doublé en 10 ans !

*Depuis 2017, nous avons connu pas moins de 7 ministres de la santé dont 3 en l'espace de 2 ans.

Depuis 2000, le constat est sans appel : les établissements médicaux publics français ont perdu 79.896 lits d'hospitalisation, c'est-à-dire un quart de leur capacité d'accueil. Quand les établissements publics ont vu leur capacité baisser de 25% en vingt ans, cette baisse a été de seulement 3% dans le privé à but lucratif, c'est-à-dire générant des bénéfices (les cliniques). Le privé à but non lucratif (les associations ou fondations) connaît quant à lui, une évolution plus proche de celle du public, avec une baisse de 21% sur vingt ans.

*Près de 29.800 lits ont été supprimés sur la période fin 2016-fin 2022, correspondant en majorité à la présidence d'Emmanuel Macron.

*Rien qu'en 2022, 6.700 lits d'hospitalisation complète ont été fermés dans le pays, portant ce chiffre à près de 40.000 depuis dix ans, soit une baisse de 9,4%.

En 2000, l'OMS estimait que le système de santé français était le meilleur au monde.

20 ans plus tard, les gouvernements successifs ont tout détruit au profit du privé.

L'accès aux soins pour toute la population n'est plus garanti.

Macron veut briser notre système de protection sociale. Cela fait partie de son objectif d'adapter toute la société française aux exigences du capital.

Il ne faut pas le laisser faire :

*La situation est explosive, les professionnels de santé manquent à l'appel : 6 Millions de français sont aujourd'hui sans médecin traitant !

*20% des lits d'hôpitaux seraient inutilisés faute de personnel. L'hôpital public cherche désespérément 60.000 soignants !

*La chasse aux arrêts maladie est dans le viseur du gouvernement.

*La multiplication des dispositifs d'exonération de cotisations pour les patrons (estimées à 75 milliards d'euros pour l'année 2022⁽⁴⁾) assèche les recettes et fait reculer les droits de patients :

*Baisse considérable des prises en charge, des remboursements, recul des droits des patients à des soins de qualité.

*Depuis le 15 octobre, l'Assurance maladie ne remboursera plus que 60 % du tarif sur les soins dits conservateurs⁽³⁾ au lieu de 70 % actuellement.

*En téléconsultation, un arrêt de travail ne pourra plus excéder trois jours, à moins d'être prescrit par le médecin traitant.

*Les contrôles des arrêts maladie seront par ailleurs renforcés, et il sera possible de suspendre automatiquement les indemnités journalières en cas de rapport du médecin contrôleur délégué par l'employeur qui jugerait l'arrêt injustifié.

*Concernant les accidents du travail, il limite la portée de la faute inexcusable de l'employeur : une indemnisation réduite pour les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles et aucune pénalité financière supplémentaire pour les patrons

*Dans son show télé du 16 janvier Macron donne le feu vert : les assurés sociaux doivent s'attendre dans les prochains mois à un doublement de la franchise médicale, c'est-à-dire la part restant à leur charge après le remboursement de l'Assurance maladie avec doublement des franchises médicales sur chaque boîte de médicament remboursée et acte paramédical (qui passerait de 0,5 à 1 euro)

*la participation forfaitaire sur la consultation médicale (qui passerait de 1 à 2 euros). «*On consomme trop de médecine*», a insisté le chef de l'État.

Macron veut privatiser au profit des capitalistes notre système social de protection et la Sécurité Sociale qui est une conquête sociale fondamentale des travailleurs pour le peuple. Raison de plus pour lutter tous ensemble de plus en plus fort afin de stopper Macron

La santé et le bien-être de nos concitoyens sont en jeu. Nous appelons à la mobilisation des citoyens, des soignants.

Il faut une action immédiate pour résoudre la crise des services d'urgence dans les hôpitaux français.

La détermination du gouvernement à s'attaquer à nos conditions de vie, de travail et à notre accès à la santé, pour faire des économies, se poursuit par la casse de l'hôpital public, une restriction de l'accès au soin pour les plus précaires, avec l'objectif de la privatisation du système de santé.

La fin de notre protection sociale qui s'organise au profit unique du grand capital.

Un projet toxique et mortel contre lequel il faut construire une réponse à la hauteur et pas dans le *dialogue social*.

Il est urgent de changer le rapport de force, les mobilisations contre la fermeture des services d'urgence se multiplient, il faut articuler les luttes pour, les services publics, les mobilisations contre la vie chère, pour les salaires et le refus des offensives autoritaires.

Cette société ne peut pas générer le progrès pour tous, répondre aux besoins des peuples. Il faut la dégager de l'emprise totale du capital et pour cela lutter de plus en plus fort, partout et tous ensemble jusqu'à créer un autre rapport de forces pour qu'enfin les richesses reviennent à ceux qui les ont produites.

Services publics, fonctions publiques doivent constituer des monopoles publics, des nationalisations, débarrassés de toute notion de rentabilité, de compétitivité, de profitabilité, c'est cela l'enjeu de société.

La liste des hôpitaux publics en lutte n'a jamais été aussi longue. Les grèves des hospitaliers, les mouvements d'usagers se multiplient pour dénoncer ces attaques et proposer une autre politique de santé.

Ces luttes, nous les inscrivons dans la perspective d'arracher les moyens de production et d'échanges au capital pour que les fruits du travail bénéficient enfin au peuple.

⁽¹⁾Les dépenses de l'Assurance-maladie englobent les soins de ville mais aussi les dépenses des hôpitaux publics et privés ils atteindront en 2027 près de 278 milliards d'euros. Un chiffre à comparer avec les quelque 247 milliards affichés en 2023... Un écart d'une trentaine de milliards sur quatre ans et dans le détail c'est 8,8 milliards pour les hôpitaux. Il en faudra cependant beaucoup plus, pour sauver le système français.

⁽²⁾Voici encore un aperçu parmi des dizaines de cas supplémentaires et d'autres sont régulièrement dénoncés dans les brèves d'actualité de notre site.

- Les urgences de l'hôpital de Vouziers sont définitivement fermées la nuit depuis le 1er juillet 2023, faute de personnel.
 - Le Centre Hospitalier de Saint-Girons ferme régulièrement ses urgences en raison du manque d'effectif. En mai, l'hôpital a dû fermer ses urgences pendant une dizaine de jours.
 - Les urgences des hôpitaux et cliniques de toute la Dordogne ont été fermées la nuit pour une durée de quatre mois.
 - Dans le département de la Gironde, plusieurs services d'urgences ont été fermés provisoirement ces derniers mois.
 - Les urgences de Lesparre-Médoc ont fermé 24 heures le samedi 13 mai. C'est la cinquième fermeture en trois mois.
 - À Sainte-Foy-la-Grande, les urgences ont été fermées sur un total de 17 jours en l'espace d'un mois, entre avril et mai.
 - Au CHU de Bordeaux, les urgences ont dû être réservées pour les patients les plus gravement atteints.
 - Au CHU de Rennes, 15 à 20% des lits ont fermé cet été.
 - Le service d'urgences de l'hôpital de Champagnole reste fermé depuis novembre 2022.
 - À Ancenis, les urgences de nuit sont fermées depuis le 10 février tous les soirs à partir de 17h30 en raison de la pénurie de personnel.
 - Depuis juillet, les urgences de Lot-et-Garonne sont régulées 24 heures sur 24. Il faut désormais appeler le 15 pour accéder aux urgences.
 - L'hôpital privé Nancy Lorraine a fermé définitivement ses urgences depuis le 28 février en raison du manque de personnel.
 - Depuis le 2 mai, les urgences nocturnes du centre hospitalier des Pyrénées de Pau sont fermées. Les patients doivent désormais appeler le 15 pour être réorientés.
 - À Strasbourg, les patients doivent attendre parfois plusieurs heures dans les ambulances, sur le parking de l'hôpital. Les urgences de l'hôpital d'Autun sont sous tension avec des fermetures régulières ces derniers mois.
 - Au Mans, les urgences de nuit du Pôle Santé Sud sont quant à elles fermées depuis maintenant un an.
 - Entre début avril et mi-juin, le service d'urgences de Vittel n'accueillait plus de patients la nuit, le week-end et les jours fériés.
 - À l'hôpital d'Auxerre, 54 lits ont fermé cet été.
 - Entre avril et mai, les urgences d'Aulnay-sous-Bois, seuls les patients transportés par le SAMU ou les pompiers étaient admis, en raison du manque de médecins.
- Etc...On pourrait encore donner des dizaines d'exemples ...

⁽³⁾ Soins destinés à prévenir les pathologies dentaires.